

La politique de Macron expliquée

Posted on 20 juin 2018 by Patrick Rouillier

Tous les régimes successifs se sont fixés comme objectif prioritaire le chômage. Ils ont tous échoués, pourquoi ? Parce en plus de cet objectif ils ont voulu résorber la dette publique, faire des avancés sur le pouvoir d'achat, donner de la compétitivité aux entreprises, préparer leurs futures échéances électorales, réduire le déficit des caisses de retraites, etc. etc. Plaire à droite, plaire à gauche, tous se sont égarés à courir plusieurs lièvres et des objectifs antagonistes.

Pour le régime de Macron, il n'y a qu'une seule priorité : Le chômage. L'égalité, la redistribution du pouvoir d'achat ne font pas partie des objectifs prioritaire à court terme. Ils ne trouverons leur place qu'une fois le premier objectif atteint. C'est une option difficile à afficher !

Son analyse est simple:

Résorber le chômage c'est avoir moins de Français à indemniser, plus de recettes pour l'état et pour les caisses de retraite. Le bénéfice est énorme puisque l'on met plus de Français au travail, on rééquilibre tous les comptes sociaux, on diminue notre dette extérieure, on améliore le climat social, et on se donne des marges de manœuvre pour s'atteler à la notion d'égalité et de justice sociale. Toute politique doit faire sauter ce verrou.

Pour résorber le chômage il faut créer des emplois. Pour créer des emplois il faut que les entreprises gonflent leur carnet de commande. Pour gonfler un carnet de commande il faut trouver de la compétitivité vis à vis de nos concurrents étranger (soit parce que l'on va exporter d'avantage, soit parce que l'on va importer moins) et que la compétitivité interne est une « équation à somme nulle » qui ne joue pas sur l'emploi.

Pour trouver de la compétitivité les entreprises doivent soit développer et vendre des produits innovants soit diminuer leurs prix, donc leurs couts. La recherche de la compétitivité par l'innovation est un processus nécessaire mais qui s'inscrit dans le temps long. La compétitivité par les couts peut être mise en œuvre à relativement court terme, d'où le choix de l'aide financière aux entreprises comme seule option pour lutter contre le chômage.

Est-ce une politique juste : « bien sûr que non ! », Est-ce que cette politique accroît les inégalités, « bien sûr que oui ! », Existe-t-il une autre politique envisageable : « Je ne le crois pas ! »



Cette politique est particulièrement injuste car en donnant de larges aides aux entreprises pour leur redonner une compétitivité, dans un budget tendu et limité, elle diminue inévitablement la capacité de redistribution des richesses vers les plus défavorisés. Les entreprises devenant prospères, certes elles embauche car elles ont besoin de main d'œuvre pour honorer leurs nouvelles commandes, mais elles s'enrichissent et accroissent leurs profits. Cette politique se traduit, « in fine », par un transfert d'argent depuis les poches des plus démunis vers celles des actionnaires. La diminution du chômage passe par un accroissement des inégalités. Voilà une politiquement parfaitement injuste puisqu'elle revient à dire aux plus pauvres : « si vous voulez du travail vous allez devoir le payer »

Existe-t-il une autre solution ? Je n'en voit pas ! Toutes tentatives pour distribuer du pouvoir d'achat se traduirait par un affaiblissement des entreprises. L'idée que cette distribution pourrait conduire à une reprises de la consommation qui soutiendrait les entreprises est totalement fausse. Dans un marché concurrentiel et ouvert les consommateurs se tournent vers les produits les plus avantageux et dans ce cas, ou nos entreprises ne seraient pas compétitives, vers des produits importés. La distribution de pouvoir d'achat profiteraient à nos concurrents étrangers. Nos entreprises en difficultés devraient débaucher, voire fermer ou se délocaliser. Ce serait la catastrophe pour le marché du travail, le chômage, et la dette publique. Évidemment se seraient encore les plus pauvres qui en pâtiraient.

Des deux solutions, Macron choisit celle qui satisfait son électorat libéral et qui est la « moins pire » pour les classes défavorisées. L'autre solution, plutôt proposée par les forces de gauche, entrainerait plus d'égalité mais, malheureusement une égalité dans le désastre. Mieux vaut l'injustice que la débâcle et les « forces de gauche » qui pense défendre les classes les plus démunies ne feraient avec leur proposition que de les appauvrir davantage.

Avoir son assiette correctement remplie, c'est bien, même si celle des autres est mieux fournie.

C'est douloureux à admettre, mais le monde est ainsi fait. La France est dans le monde et ne peut échapper au climat libéral général. La gauche doit se rendre à l'évidence, elle a perdu son combat. Toutes les politiques qui agissent comme si la France était un îlot isolé du monde font fausse route et sont vouées à l'échec. Nous ne pouvons plus jouer en solo et penser imposer nos vues au reste du monde, il nous faut « nager avec le courant » essayer de trouver notre place dans ce courant et tenter de limiter la casse. C'est en ce sens que la politique proposée par E. Macron, même si elle est contraire à certaines de nos valeurs, est la seule possible à ce jour. Gardons-nous des politiques des populistes de droite ou de gauche qui sous couvert d'aider les classes populaire ne feraient que les paupériser au



maximum. Ces leaders ne cherchent qu'à asseoir leur pouvoir et se moquent bien de ceux qu'ils prétendent défendre. La phrase la plus stupide que l'on peut entendre est : « le peuple a toujours raison et il faut l'écouter ». Le peuple a plébiscité Pétain, il a porté au pouvoir Hitler, Mussolini, Staline et Mao Tsé tung. Il lui arrive parfois de faire quelques légères erreurs. Les citoyens méritent d'être écoutés, mais « le peuple » il faut s'en méfier.